

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Tuesday, October 28, 1980

• 0956

The Chairman: Order. Good morning, gentlemen. We will resume consideration of the Main Estimates, 1980-81, Votes 25 and 30, Comptroller General under Treasury Board. We have the required presence of both opposition and government members.

TREASURY BOARD

B—Comptroller General—Management Practices and Controls Program

Vote 25—Management Practices and Controls Program expenditures and the grant listed in the Estimates.....\$7,062,000

B—Comptroller General—Implementation Assistance Program

Vote 30—Implementation Assistance—To supplement other votes for the purpose of assisting departments . \$7,300,000

The Chairman: I imagine, Mr. Rogers, that we are going to pursue the discussion we started last night. I do not suppose you have a statement, unless you want to table those documents we referred to last night?

Mr. H.G. Rogers (Comptroller General of Canada): We could answer the two questions that we took away with us last night, Mr. Chairman, if I may.

The Chairman: Thank you.

Mr. Rogers: Mr. Bindman, on my left, from the Management Practices Branch will comment on the request of Mr. Stevens on the forecast of our utilization of Vote 30 on the implementation assistance program. Mr. Brophy will respond to the questions on departments and their status on program evaluation radius.

The Chairman: Fine. Mr. Bindman.

Mr. W.B. Bindman (Assistant Comptroller General, Management Practices Branch, Office of the Comptroller General of Canada): Yes, Mr. Chairman. Vote 30 specifies \$7,300,000 and 140 person-years for the implementation assistance program. Our records indicate that by the end of this fiscal year we will expend \$5,900,000, which is a lapse of \$1.4 million, and 98 person-years being a lapse of 42 person-years.

The Chairman: Thank you, Mr. Bindman. Mr. Brophy.

Mr. J. Brophy (Director, Program Evaluation Policy Division, Office of the Comptroller General of Canada): Mr. Chairman, last night we mentioned that we now have approximately 18 departments that were in the process of complying with Treasury Board policy 77-47, a program evaluation. In

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le mardi 28 octobre 1980

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Bonjour messieurs. Nous poursuivons l'étude du Budget principal de 1980-1981, crédits 25 et 30, Contrôleur général, sous la rubrique Conseil du Trésor. Doivent être présents des députés de l'opposition et du gouvernement.

CONSEIL DU TRESOR

B—Contrôleur général—Programme des pratiques et contrôles de gestion

Crédit 25—Pratiques et contrôles de gestion—Dépenses du programme et subvention inscrite au budget.....\$7,062,000

B—Contrôleur général—Programme d'aide à la mise en oeuvre

Crédit 30—Aide à la mise en oeuvre—Pour ajouter à d'autres crédits afin d'aider les ministères.....\$7,300,000

Le président: Monsieur Rogers, j'imagine que nous allons reprendre la discussion entamée hier soir. Vous n'avez certainement pas de nouvelle déclaration à faire à moins que vous ne désiriez déposer les documents dont il a été question hier.

M. H.G. Rogers (contrôleur général du Canada): Nous pourrions commencer par répondre aux deux questions dont nous avons pris note hier soir, si vous le permettez, monsieur le président.

Le président: Merci.

M. Rogers: Monsieur Bindman, qui est assis à ma gauche et qui travaille à la direction des pratiques de gestion, va répondre à la question qu'a posée M. Stevens à propos de l'utilisation que l'on prévoit faire du crédit 30 concernant le programme d'aide à la mise en oeuvre. Ensuite, M. Brophy répondra aux questions sur l'évaluation des programmes dans les ministères.

Le président: Très bien. Monsieur Bindman.

M. W.B. Bindman (contrôleur général adjoint, Direction des pratiques de gestion, Bureau du contrôleur général du Canada): Merci, monsieur le président. Le crédit 30 précise que \$7,300,000 et 140 années-personnes seront consacrés au programme d'aide à la mise en oeuvre. D'après nos dossiers, d'ici la fin de l'année financière, nous aurons déjà dépensé \$5,900,000, donc 1.4 million de dollars de moins, et utilisé 98 années-personnes, soit 42 de moins.

Le président: Merci, monsieur Bindman. Monsieur Brophy.

M. J. Brophy (directeur, Division de la politique d'évaluation des programmes, Bureau du contrôleur général du Canada): Monsieur le président, nous avons dit hier soir qu'environ 18 ministères étaient sur le point de se conformer à la politique 77-47 du Conseil du Trésor visant à l'évaluation